Belgeo

Revue belge de géographie

4 | 2003

The dynamics of metropolisation : from words to territory

La production imaginaire d'une « Capitale de l'Europe » : vers la territorialisation d'une identité collective européenne ?

The imaginary production of a « Capital of Europe »: towards the territorialisation of a common European identity?

Vincent Calay

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/16853>

DOI : 10.4000/belgeo.16853

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2003

Pagination : 363-384

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Vincent Calay, « La production imaginaire d'une « Capitale de l'Europe » : vers la territorialisation d'une identité collective européenne ? », *Belgeo* [En ligne], 4 | 2003, mis en ligne le 31 décembre 2003, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/16853> ; DOI : 10.4000/belgeo.16853

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La production imaginaire d'une « Capitale de l'Europe » : vers la territorialisation d'une identité collective européenne ?

The imaginary production of a « Capital of Europe »: towards the territorialisation of a common European identity?

Vincent Calay

Objet de l'article

- 1 Cet article a pour objectif l'analyse de la dimension *imaginaire* de la production d'une « Capitale de l'Europe » et la place qu'occupent les principales métropoles sièges d'institutions dans ce phénomène. Il s'agit ainsi de mettre en évidence un processus de *territorialisation d'une identité collective* autour des principales manifestations spatiales du système politique de l'Union européenne. Ce travail s'inscrit, par conséquent, dans le prolongement d'approches associées à la géographie culturelle. Quelques balises préliminaires s'avèrent néanmoins indispensables pour cerner le système de pensée encadrant la démarche.

Situation générale de la démarche

- 2 La notion de « ville-capitale », pour l'analyse géographique, est habituellement associée à celle de *centre de commandement* tant politique qu'économique (Charle et Roche, 2002 ; Vandermotten *et al.*, 1993 ; 1997). Comprise comme telle, elle s'inscrit dans un système tantôt polycentrique tantôt monocentrique selon qu'elle regroupe ou non l'ensemble des activités politiques, économiques, sociales, culturelles, etc.

- 3 Afin de cerner le phénomène, cet article propose une définition de la capitale à trois dimensions (à partir de Boyer, 2001 ; Charle et Roche, 2002 ; Lasswell, 1978 ; Vandermotten, 1993 et Wagenaar *et al.*, 2000) :
- une primauté dans la hiérarchie urbaine ;
 - un environnement monumental ;
 - un imaginaire, c'est-à-dire un réseau de représentations, qui fait de la ville un « centre ».
- 4 Aussi, comprise comme sous-catégorie de capitale, la capitale *politique* nationale opèrerait la jonction entre la fonction (centre de commandement du système étatique) et le symbole (centre d'une entité abstraite : la nation) qui se manifesteraient tous deux dans un environnement monumental.
- 5 L'espace de la capitale politique serait dès lors, plus qu'un autre, imprégné de fonctionnalisme (les espaces les plus efficaces pour la fonction qu'ils abritent ou sont censés abriter) et de symbolisme (les espaces les plus représentatifs des valeurs qu'ils incarnent ou sont censés incarner). Toutefois, pour ce dernier aspect, on observe, dans l'évolution historique de l'environnement des villes occidentales, un glissement progressif du symbolisme à l'esthétisme. Un principe simple a, semble-t-il, longtemps gouverné la silhouette des villes occidentales : la verticalité, liée à la différenciation du cadre bâti (en opposition à l'horizontalité des villes japonaises selon Berque, 1993). La verticalité, associée à la monumentalité, circonscrite dans un environnement urbain clairement délimité – notamment par l'enceinte – aurait donc constitué un élément clé de structuration symbolique de l'espace des villes occidentales : on pouvait y repérer et y lire aisément les rivalités de pouvoirs (Heers, 1998 ; Lasswell, 1978 ; Loyer, 1999 ; Lynch, 1970 ; Walter, 1994). Cependant, le développement d'une « ville diffuse » – conséquence des transformations associées à la Révolution industrielle – c'est-à-dire l'obsolescence progressive de la dissociation entre le rural et l'urbain, aurait mis en cause, par une sorte de dissolution, une telle structuration symbolique du milieu urbain. Désormais, la grande ville ne se détacherait plus sur un fond rural : le rapport d'échelle organisant la monumentalité ne pourrait plus être phénoménologiquement circonscrit (Berque, 1995a, 2000a). En conséquence, le dynamisme esthétisant né à la Renaissance (Delort et Walter, 2001, pp. 77-112) couplé à une rationalisation de la pensée (Morin, 1987), individualisant les différents espaces et ainsi ignorant leurs relations, aurait permis l'essor, au tournant du 19^e siècle, d'un souci pour le patrimoine architectural et urbain. Ainsi serait né le « monument historique » (Choay, 1992). En outre, selon certains théoriciens de l'architecture, un tel processus de rationalisation de la pensée aurait généré une « désymbolisation » de la production des espaces architecturaux. En effet, d'après les hypothèses soutenues par Perez-Gomez (1987), depuis le début du 19^e siècle, la production architecturale serait déconnectée de tout cadre cosmologique. La dimension symbolique des édifices aurait cédé la place au tour de force esthétique greffé sur une infrastructure fonctionnelle. La seule lecture symbolique de l'édifice serait réduite à celle fournie par son architecte et diffusée par les critiques d'art, ce qui en réduirait fortement la portée.

Cadrage théorique et conceptuel

- 6 Un tel passage du symbolisme à l'esthétisme dans la production des espaces urbains semble bien établi par la littérature historique. Toutefois, une telle analyse se limite à un des versants de la production des espaces. Anthropologues, sociologues et géographes

nous montrent par ailleurs que la perception de l'environnement bâti reste imprégnée d'enjeux symboliques (notamment : Augé, 1994 ; Barthes, 1985 ; Berque, 1993 ; Ghorra-Gobin, 2001 ; Hall, 1971 ; Hannerz, 1983 ; La Pradelle, 2000 ; Ledrut, 1973 ; Lynch, 1970 ; Morley, 2000 ; Pellegrino, 1994 ; Pellegrino, 2000 ; Sennett, 2000), donc qu'il existe une autre dimension dans la production des espaces. Dès lors, dans le contexte d'une ville diffuse, signes et symboles peuvent être associés à certaines parties de l'environnement qui seraient alors mises en valeur tandis que d'autres demeureraient ignorées. De la sorte, un consensus social, à tout le moins celui du groupe dominant, instituerait les repères principaux d'un environnement urbain particulier.

- 7 Ces parties de l'environnement urbain, mises en relation, peuvent être considérées, selon la théorie d'A. Berque (voir infra), comme un *paysage*, c'est-à-dire comme le *support d'un imaginaire*, conçu comme « non plus le terme opposé à celui de « réel » (...), mais un système, un dynamisme organisateur d'images, qui leur confère une profondeur en les reliant entre elles. L'imaginaire n'est donc pas une collection d'images additionnées, un corpus, mais un réseau où le sens est dans la relation (...) » (Thomas, 1998, p.15). Un tel imaginaire est donc constitué d'un certain nombre de *représentations* mises en *réseau*. Ces représentations sont de quatre types principaux : linguistiques, picturales, littéraires et jardinières. Elles correspondent aux différents composants d'une *culture*. Elles sont donc abordées « à la fois comme le produit et le processus d'une activité d'appropriation de la réalité extérieure à la pensée et l'élaboration psychologique et sociale de cette réalité. » (Jodelet, 1989, p. 54-55). Par ailleurs, une telle culture commune est partagée par une *communauté* qui y trouve son *identité*. Cette dernière peut se spatialiser en certains lieux pour constituer son *territoire* (Hall, 1971 ; Prévélakis, 2003). Par conséquent, certains éléments de l'environnement urbain, par leur mise en valeur, peuvent devenir le support d'une identité territorialisée. Ce processus de symbolisation peut alors générer autour de tels lieux certains rituels propres à la communauté de culture. On reconnaît ici la définition du « monument » (Augé, 1994, p. 89), non historique mais bien symbolique. Néanmoins, l'extension géographique de la communauté est variable. Par conséquent, l'extension symbolique de ses repères territoriaux centraux dépend non seulement de la constitution de représentations formant un paysage, mais aussi, de la *diffusion des représentations* du territoire valorisé (Agnew, 1993) par différents *médias* (Morley, 2000).
- 8 C'est ce procédé dynamique de formation et de diffusion de représentations d'un environnement mis en valeur que nous dénommons la *production imaginaire des espaces*. Elle concourt à la formation des espaces et à la constitution de « territoires » par la spatialisation identitaire qu'elle opère.

Positionnement et structuration de la démarche

- 9 On postule, pour la présente recherche, qu'un tel mécanisme s'est déployé dans le cadre de la formation des capitales d'États occidentaux (après lectures croisées de Berque, 1993, 2000a ; Boyer, 2001 ; Charle et Roque, 2002 ; Claval et Sanguin, 1997 ; Loyer, 1999 ; Monnet, 1998 ; Vandermotten *et al.*, 1993 ; Wagenaar *et al.*, 2000). Mais il est à l'œuvre à différentes échelles territoriales (notamment : Ghorra-Gobin, 2001 ; Lus sault, 2001).
- 10 Cet article veut dégager l'existence d'un tel mécanisme dans le cas de l'Union européenne. Il se limite toutefois à l'étude de la *production imaginaire* de l'espace d'une « Capitale de l'Europe ». Il ne s'agit donc pas de traiter une telle question dans toutes ses

dimensions, c'est-à-dire d'aborder à la fois les dimensions de la production socio-économique de l'espace et celles de sa production imaginaire dans toute leur complexité.

- 11 Aussi, le présent travail est-il divisé en deux parties : d'une part, sont abordées les principales difficultés épistémologiques et méthodologiques soulevées par la démarche ainsi que quelques concepts fondamentaux complémentaires ; d'autre part, sont décrits les principaux résultats empiriques de l'enquête et une évaluation de l'efficacité de la méthode.

Prolégomènes épistémologiques et méthodologiques

Approche nationale et postnationale

- 12 Parler de « Capitale de l'Europe » peut soulever une objection relative à l'association opérée entre le système politique européen et un système politique étatique. En effet, plusieurs ouvrages de sciences politiques s'attachent aujourd'hui à distinguer le système politique européen du système politique étatique. Certains auteurs en viennent à la conclusion qu'un nouveau « modèle » de système politique est en cours d'éclosion (Magnet, 2000 ; Magnet et Remacle, 2000). De même la communauté politique et la citoyenneté, si elles sont supposées exister dans ce nouveau « modèle », seraient très éloignées de celles associées généralement au système politique de l'État-nation, aujourd'hui elles aussi largement débattues (Ferry, 2000 ; Savidan, 2004 ; Schnapper, 2003 ; Thiesse, 2001). Ces débats demeurent néanmoins principalement réservés aux cénacles académiques et l'on sait combien la diffusion des idées, la reproduction d'un certain langage d'un champ à l'autre, est longue et chaotique (Bourdieu, 2001). Par conséquent, dans l'hypothèse où les systèmes politiques se distingueraient, on peut supposer qu'une telle vérité ne serait réelle que pour une portion très limitée de la population. Dès lors, il nous semble pertinent de soutenir que l'imaginaire du « centre » hérité d'une définition étatiste est assimilable au système politique européen, de même que la notion de centre de commandement et d'environnement monumental. Notre volonté de cerner un imaginaire « moyen » nous permet de supposer que celui à l'œuvre dans le cadre de la formation du système politique de l'Union européenne est celui de l'État¹.

Choix des villes possibles

- 13 Ce premier choix d'ordre épistémologique s'accompagne d'un second : la délimitation géographique de l'analyse. Le Sommet d'Édimbourg a fixé en 1992, les villes sièges des institutions européennes : Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. Ceci après un long et chaotique cheminement, sur lequel il est ici peu opportun de revenir (Calay, 2002, pp. 66-102). En outre, la ville de Francfort a été désignée comme futur siège de la Banque Centrale Européenne. La présente recherche reprend cette typologie mais ne tient pas compte de la dernière institution, la B.C.E., dans la présentation des résultats. En effet, d'une part, l'étude de terrain n'a pas permis de récolter les documents équivalents à ceux obtenus dans les autres villes ; d'autre part, le futur déménagement de la B.C.E. du quartier des affaires à celui plus populaire de l'Ostend rend provisoire son implantation actuelle, ce qui ne permet pas de fournir d'observations intéressantes. Par ailleurs, il faut souligner que l'annexe III du Traité de Nice (2000) a rendu Bruxelles siège permanent du

Conseil et a engendré la production d'un rapport « d'intellectuels » sur la « Capitale de l'Europe »², assimilée à la ville de Bruxelles.

Polycentrisme et monocentrisme

- 14 Nous avons déjà évoqué dans l'introduction les deux dimensions de la structure urbaine européenne : le monocentrisme (ou modèle parisien) et le polycentrisme (ou modèle rhénan). Celles-ci organisent la pensée de la « Capitale de l'Europe » qui est généralement vue, sur le modèle polycentrique, comme un « réseau de villes ». Une telle observation est apparemment fondée puisqu'elle se conforme à la définition juridique du Sommet d'Édimbourg (Van Raepenbusch, 1998, p. 51). En outre, la géographie de la structure urbaine européenne nous montre clairement le positionnement central des trois villes citées par rapport aux autres pôles urbains européens (Vandermotten et Marissal, 1997). De telles observations permettent de soutenir le caractère polycentrique de l'armature urbaine européenne. Cela n'est néanmoins qu'une vision objectiviste fondée sur une série d'indicateurs principalement économiques. Elle ne relate donc qu'une partie de la réalité, associée à la production socio-économique des espaces.

Volonté de cerner un imaginaire « moyen » et problématique de l'indicateur

- 15 Il existe par ailleurs, comme indiqué, une dimension imaginaire dans la production des espaces, difficile, toutefois, à évaluer selon des indicateurs statistiques. Sans grands moyens d'investigation, il est en effet difficile de réunir des statistiques sur les représentations de l'espace. Pour dépasser un tel obstacle, il est fait appel, dans la présente recherche, à une méthode particulière, adaptée à nos ressources. Son élaboration se fait sur base de deux contraintes préliminaires : d'une part, le souhait de cerner l'imaginaire « moyen », c'est-à-dire le plus commun à l'ensemble des citoyens de l'Union européenne ; d'autre part la volonté de formaliser un cadre d'analyse suffisamment puissant pour supporter la dimension sociopolitique de la territorialisation d'une identité collective.

Concepts théoriques fondamentaux

- 16 De tels critères ont aiguillé nos recherches théoriques. Celles-ci ont mené à retenir la théorie du paysage définie par le géographe français A. Berque dans plusieurs de ses ouvrages. D'une part, elle fournit un cadre globalisant de l'analyse de l'imaginaire associé à l'espace. D'autre part, elle encadre, ou à tout le moins influence, la réflexion d'une véritable école de recherche transdisciplinaire sur le rapport entre identité et territoire (Berque, 1994) et rejoint de manière conceptuelle les approches anglo-saxonnes des « cultural studies » (Morley, 2000), à ceci près cependant que son aspect théorique prend mieux en compte la question des constantes et invariants. L'optique est ainsi de cerner l'existence d'une relation paysagère, proto-paysagère ou bien l'inexistence de ce type de relation à l'égard d'un environnement particulier. Selon Berque, un paysage est une construction sociale qui opère un « trajet » entre l'environnement objectif et le sujet qui l'observe, il fait intervenir le « sens pratique » (P. Bourdieu), c'est-à-dire à la fois les schèmes de représentations issus du vécu individuel de l'observateur et également ceux

produits par le contexte culturel et incorporés par l'observateur. Le paysage, compris comme un « trajet », constituerait une dimension essentielle de la « médiance » d'une société à l'égard de son environnement physique. Ce concept de « médiance » occupe une place centrale dans la théorie de Berque ; il rejette la dimension prétendument objective de l'environnement et se focalise sur la *relation* entre sujet et objet, non plus distingués, mais imbriqués l'un dans l'autre. Le concept de « médiance » correspond par conséquent à celui, plus conventionnel, de « milieu », à ceci près que l'être humain n'est plus conçu de manière cartésienne comme un sujet opposé à un objet. L'ensemble des « médiances » constituent l'« écoumène » représentative de la relation de l'être humain avec l'étendue terrestre. La « médiance » du paysage engendre, rétroactivement, une « motivation paysagère » à l'égard de l'environnement qui prend forme dans quatre types de représentations culturelles : linguistiques, littéraires, picturales, et jardinières. Celles-ci, lorsqu'elles sont toutes réunies, témoignent de l'existence d'une relation paysagère à l'égard d'un environnement physique. Elles indiquent l'intégration d'un environnement à la « médiance » d'une société. L'environnement ainsi représenté constitue un repère territorial de la communauté partageant un même rapport paysager.

- 17 Le présent travail voudrait rendre opérationnelle une telle théorie. Celle-ci souligne l'importance des phénomènes d'appropriation des espaces dans la constitution des territoires, déjà évoquée en introduction. Nous voudrions montrer qu'un tel processus est à l'oeuvre dans le cas de l'Union européenne : les lieux du pouvoir politique européen sont l'objet d'un processus d'appropriation qui indique l'existence d'une relation de type paysager à leur égard ; leurs représentations témoignent de la constitution d'un repère territorial pour l'identité européenne.

Adaptation du cadre théorique : formulation de la grille d'analyse

- 18 Malgré toute sa pertinence, ce cadre d'analyse n'est néanmoins pas directement opérationnel. Il a fallu, par conséquent, organiser son adaptation en l'appuyant sur d'autres écrits d'anthropologie culturelle associant identité et territoire. Il était en effet nécessaire de trouver parmi l'ensemble des représentations développées au sein d'une communauté culturelle, celles les plus susceptibles de jouer un rôle de diffusion à l'échelle de l'Union d'une mise en valeur de ses principales manifestations spatiales. Il fallait également que de telles représentations ne soient pas celles accessibles uniquement à une élite mais aussi au « citoyen moyen ». En outre, ces représentations devaient être suffisamment mobiles pour être diffusées sur un vaste territoire. Le champ touristique a, pour ce faire, fourni un terrain d'investigation fertile. D'une part, plusieurs études ont envisagé le « tourisme politique » comme phénomène doté d'une certaine autonomie (notamment Montes, 2001), d'autres, plus générales, ont souligné le rôle du tourisme dans la formulation des identités (principalement McCannel, 1989 et Selwyn, 1996) ; d'autre part, la massification du tourisme urbain, phénomène observé depuis le milieu des années 1980 (Cazes et Potier, 1996), s'est produite au moment où la question du siège des institutions européennes ainsi que celle d'une qualité urbaine et architecturale de leurs espaces ont commencé à prendre une importance considérable (Calay, 2002).

L'importance accordée au vecteur touristique dans la diffusion des représentations

- 19 Dans cette perspective, l'adaptation de la grille d'analyse paysagère d'A. Berque a été réalisée par un jeu de correspondance. Ainsi, ont été assimilées aux représentations littéraires, les guides et brochures touristiques ; aux représentations picturales, les cartes postales ; aux représentations jardinières, le Parc « Mini-Europe » qui se veut représentation miniature des principaux édifices symbolisant chacun les États-membres de l'Union. On a délibérément ignoré les représentations linguistiques car elles n'ont pas trouvé de correspondance dans le champ touristique³.
- 20 Outre les deux facteurs mentionnés, un troisième élément conforte le choix du champ touristique : l'intérêt dont font preuve les institutions européennes à l'égard du tourisme dans la constitution de la citoyenneté européenne depuis le programme « Raphaël » (1997-1999)⁴ et le souci clairement affiché de l'importance de la qualité de l'environnement urbain pour le développement d'une cohésion sociale⁵.
- 21 Par ailleurs, la sélection d'un tel champ de représentations est supporté par un postulat qui sera développé par ailleurs (Calay, 2004b) : d'une part, l'organisation par le tourisme d'un temps libre destiné à la pratique politique du citoyen et d'autre part, l'organisation d'un temps professionnel composé de déplacements à but politique. Il s'agit donc d'un tourisme qui regroupe l'ensemble des flux et acteurs associés aux manifestations spatiales du pouvoir politique. Le premier, inscrit dans la pratique politique du citoyen, est doté d'un caractère civique. Il s'agit de la visite des édifices, de l'assistance aux débats parlementaires, de la rencontre d'hommes politiques, de la visite de monuments, sites et musées associés spécifiquement à la communauté politique, de la participation à des manifestations. Le second comprend l'ensemble des déplacements liés à l'activité politique même : sessions parlementaires, sommets, etc.

Première limite : pas d'étude de la réception du message ni du récepteur

- 22 Sur le plan méthodologique, il est important de souligner que le choix d'analyser les représentations produites dans le champ touristique limite la démarche à deux niveaux. Premièrement, en la réduisant à l'analyse des documents, elle se contente d'une approche sémiotique et ignore par conséquent la dimension sociologique de la réception. Ensuite, elle met de côté la qualité du récepteur du message ; on peut toutefois l'induire dans le cas des guides touristiques. En effet, ceux-ci s'adressent généralement à un lectorat aux capitaux culturels et économiques assez spécifiques.

Deuxième limite : l'individualisation des villes du point de vue des représentations locales et la mise en réseau via les guides touristiques

- 23 En outre, l'analyse isole deux catégories de représentations bien spécifiques : d'une part, celles produites au niveau local illustrant l'attitude des pouvoirs publics (les brochures touristiques) ainsi que celle de petites entreprises privées productrices de représentations (les cartes postales) ; d'autre part, celles produites au niveau global

illustrant l'attitude d'entreprises privées productrices de représentations diffusées à une échelle internationale (les guides touristiques). Ainsi, le premier type de représentations, en cernant l'attitude locale à l'égard de l'environnement étudié, permet une appréciation de la qualité de la mise en valeur à l'échelle de la ville ; elle isole donc chacun des environnements. Par contre, l'étude des guides touristiques permet d'analyser une mise en valeur à un niveau global ; elle postule, en effet, une cohérence de ligne éditoriale qui n'isole pas la représentation des environnements de chacune des villes mais la situe au sein d'un réseau. L'analyse s'opère donc à deux niveaux de lecture afin de dégager les cohérences et incohérences du réseau de représentations. Cela permettra ainsi d'évaluer la qualité de l'imaginaire à l'œuvre et partant celle du processus de territorialisation d'une identité collective autour des manifestations spatiales de l'Union européenne.

Positionnement scientifique et politique de l'article

- 24 Récapitulons : l'objectif interne de cet article est double. D'une part, théoriquement, il vise à une première mise au point d'une méthodologie d'analyse de la production imaginaire des espaces. D'autre part, empiriquement, il vise à tester la méthode dans le cadre européen afin d'évaluer qualitativement un tel imaginaire, c'est-à-dire prendre la mesure d'un processus de territorialisation d'une identité collective européenne. Ensuite, sur le plan du débat scientifique, l'article vise à apporter un éclairage original sur la conception du système politique européen : souligner l'importance des schèmes étatiques dans la représentation du système, donc insister sur l'enjeu constitué par les manifestations spatiales des systèmes politiques pour la réalisation de leur existence dans l'esprit du citoyen. La conséquence politique principale de l'article est donc de mettre en exergue l'enjeu du « tourisme politique ». Nous considérons en effet qu'il peut jouer un rôle important dans la sémantisation et la symbolisation des espaces principaux des systèmes politiques. La simple mise en valeur physique de tels espaces, dans le cadre de communautés politiques élargies et fragmentées d'une part, et dans le contexte d'une ville diffuse d'autre part, ne suffit pas : une dématérialisation par les représentations, synonyme d'appropriation culturelle de l'espace, apparaît nécessaire⁶.

Résultats

- 25 Nous avons organisé notre grille d'analyse selon les types de représentations. Nous passons donc en revue les résultats de notre étude pour chacune d'entre elles. Par souci de clarté, nous n'avons pas jugé nécessaire de reproduire nos tableaux d'analyse, trop lourds à décrire exhaustivement. Nous avons donc préféré fournir une lecture transversale et synthétique des représentations observées pour chacune des villes sélectionnées. Par ailleurs, en encadré, nous décrivons l'organisation de chacun des tableaux ainsi que nos principales observations afin de fournir la structure de notre analyse. Après cette présentation, nous revenons sur la qualité du réseau de représentations dégagé en synthétisant les deux niveaux de lectures – correspondant aux deux catégories de représentations étudiées – auxquels se situe notre recherche.

Résultats empiriques : appréciation linéaire

Les Représentations locales

26 1° Les Cartes postales

27 Trois principaux constats se dégagent de l'analyse de ce type de représentation :

- Un édifice isolé de l'espace urbain bruxellois, non un ensemble architectural, symbolise l'Union européenne à Bruxelles. Il s'agit de la partie de l'Espace Léopold surnommée le « Caprice des Dieux ». Sont mises en évidences sa forme arrondie, sa surface vitrée, son échelle monumentale ainsi que son immersion dans un espace public « naturel », le Parc Léopold. Ainsi, l'Union européenne est associée au Parlement européen. Le reste de l'environnement monumental de la ville de Bruxelles est exclu des représentations. Aucun commentaire n'affiche Bruxelles comme « Capitale de l'Europe ».
- Aucune valorisation particulière n'est actuellement pratiquée à Luxembourg à l'égard des édifices européens par ce type de représentation. Ceci principalement car il n'existe pas de cartes postales récentes et accessibles.
- Plusieurs édifices constitutifs d'une partie de l'espace urbain strasbourgeois symbolisent la présence européenne dans la ville, explicitement consacrée « Capitale de l'Europe ». Le message qui ressort des documents est sans équivoque : l'Europe est un élément indispensable de l'identité strasbourgeoise, elle fait partie de l'environnement monumental de la ville. Toutefois, la confusion est permanente entre Conseil de l'Europe et Union européenne. Le message est donc flou sur ce point : la valorisation semble axée sur la symbolique portée par la démocratie européenne en constitution plus que sur le fonctionnement effectif du système politique européen en ce lieu. En outre, la mise en évidence de l'élément naturel végétation-eau ressort clairement : l'intégration des édifices en un milieu « naturel » est largement mise en valeur.

Tableau 1. Analyse de la mise en valeur des manifestations spatiales de l'U.E. par les cartes postales.

Le tableau est divisé en deux parties :

- sur le plan externe, la disponibilité des documents ;
- sur le plan interne, la manière dont l'espace est visuellement mis en valeur.

Dans la première partie, on se concentre sur l'abondance et l'accessibilité des documents, établies sur base d'observations de terrain par le parcours des lieux de commerce de souvenirs les plus denses. On constate une très grande profusion et accessibilité à Strasbourg, une grande profusion et accessibilité à Bruxelles et une très médiocre abondance et accessibilité à Luxembourg. On remarque en outre un monopole marqué dans la production des représentations à Bruxelles et Luxembourg et moins à Strasbourg.

Dans la deuxième partie, nous étudions la mise en valeur visuelle du lieu ou du bâtiment par le document selon quatre critères :

- l'ancienneté apparente du document qui permet de cerner le mouvement de production et reproduction des représentations ;
- l'aspect du lieu ou de l'édifice envisagé : sa monumentalité et son contexte ;
- l'angle de prise de vue qui permet d'insister sur la verticalité de l'édifice ;

- le plan ;
- la composition ou au contraire l'isolement provoqué par la carte postale.

On conclut l'analyse en tentant de caractériser pour chaque document l'effet de mise en valeur qu'il génère ainsi que l'accentuation éventuelle de certaines de ses spécificités. Enfin, on envisage commentaire (recto) et légende (verso) afin de comprendre quel concept est associé à la représentation.

On remarque à Bruxelles la domination d'un édifice isolé de son contexte : le « Caprice des Dieux », ses formes arrondies et sa monumentalité. À Luxembourg, on conclut à une absence totale de mise en valeur en raison de l'ancienneté, de l'inaccessibilité et de la non-représentativité des documents. À Strasbourg, on relève une rhétorique centrée sur le concept de « Capitale de l'Europe ». Cette rhétorique est double : d'une part, la Capitale de l'Europe s'incarne dans les édifices de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe et d'autre part, la Capitale de l'Europe forme une ville complète avec ses anciens édifices. Au contraire de Bruxelles, les édifices européens sont ici inclus dans le paysage urbain strasbourgeois alors que géographiquement ils sont relativement distincts de la ville. Il y a donc, dans ce cas, à la fois une mise en valeur d'un groupe d'édifices mais aussi l'inscription de ce lieu dans l'ensemble urbain désigné par le toponyme « Strasbourg ».

28 2° Les Brochures de promotion touristique fournies par l'Office du tourisme local

29 Trois principaux constats se dégagent de l'analyse de ce type de représentation :

- À Bruxelles, le quartier européen ne bénéficie pas de mise en valeur particulière. Toutefois, une rhétorique très ambiguë est pratiquée à propos de la présence des institutions européennes. En effet, la ville ne s'autoproclame pas « Capitale de l'Europe » mais évoque néanmoins à travers différentes allusions ou photographies l'importance prise par ces institutions dans l'environnement monumental de la ville, principalement le « Caprice des Dieux ».
- À Luxembourg, il apparaît nettement que le Plateau de Kirchberg est en voie d'être l'objet d'une promotion particulière. Elle demeure toutefois très contenue. Par ailleurs, elle n'est pas axée directement sur la présence européenne mais valorise plutôt les dimensions esthétiques d'édifices et sculptures produites par de célèbres artistes contemporains au sein d'un quartier non exclusivement réservé à la fonction européenne.
- À Strasbourg, l'optique s'avère différente : si l'on souligne toute la beauté de l'ancienne ville alsacienne et son patrimoine architectural datant de la période allemande, c'est pour mieux insister sur la modernité du quartier européen et sa place dans la ville. La politique de promotion touristique est ici manifestement axée pour partie sur la mise en valeur de la présence européenne.

Tableau 2 : Analyse de la mise en valeur des manifestations spatiales de l'U.E. par les brochures de promotion touristique.

Rappelons que la brochure de promotion touristique se distingue du guide touristique par son producteur : les autorités locales. Cette brochure est donc censée manifester la stratégie touristique développée par la ville en question. On a analysé la manière dont ces brochures mettent en valeur les édifices de l'Union européenne dans les villes retenues. Dans le cas de Strasbourg cependant, le texte fourni par l'Office du tourisme est plus proche du guide que de la brochure, non seulement en

raison du producteur – un éditeur allemand – mais aussi en raison du ton du discours assez neutre.

Notre tableau analytique est constitué de deux parties principales.

La première partie emploie trois critères d'analyse :

- le type de brochure étudié, son intitulé et son producteur ;
- l'accessibilité de la brochure à l'Office du tourisme ;
- la situation de la question de l'Europe par rapport à l'ensemble de la brochure sur base de deux indicateurs : d'une part, la proportion de pages visant explicitement à décrire la question européenne, d'autre part, la position de ces pages dans l'ensemble du guide.

Par cet intermédiaire, trois réalités bien distinctes apparaissent.

- À Bruxelles, on ne dispose que de la brochure générale consacrée à la ville qui n'envisage pas explicitement le quartier européen comme objet d'une visite.
- À Luxembourg, deux brochures sont disponibles, l'une consacrée à la ville qui fait allusion au Plateau de Kirchberg comme partie de la cité, l'autre consacrée exclusivement au Plateau de Kirchberg qui vise à établir un parcours au sein de sculptures et édifices d'architecture contemporaine.
- À Strasbourg, il s'agit plutôt d'un guide qui réserve sa partie finale au quartier européen.

Il se dégage ainsi une faiblesse extrême de la place des édifices européens dans les brochures générales de Bruxelles et Luxembourg (respectivement 2 et 1 % des brochures) et à Strasbourg une place équivalente à celle des guides touristiques (5 %).

La seconde partie étudie la structure interne du texte et en évalue la qualité.

La structure est étudiée au moyen de deux critères :

- le traitement de la question européenne par le texte introductif ;
- le traitement de la question européenne par le corps du texte.

La qualité du texte est établie par :

- la cohérence entre introduction et corps de texte ;
- le niveau de mise à jour du texte ;
- sa véracité ;
- son degré d'enjolivement de la réalité.

Se dégagent ainsi trois principales observations :

- Une sorte de rhétorique « schizophrène » du document bruxellois qui semble tenter d'éviter l'expression « Capitale de l'Europe » malgré lui ; il privilégie ainsi une locution telle que « cœur de l'Europe » en jouant sur la signification affective de l'expression plus que sur celle de centre qui ressort pourtant d'emblée. Par ailleurs, ce document permet de caractériser clairement l'absence de stratégie de promotion touristique univoque.
- Les documents luxembourgeois s'attardent plus sur les spécificités artistiques, esthétiques et urbanistiques du Plateau de Kirchberg que sur l'importance de la présence européenne et son potentiel attractif.

• Par contre, le document strasbourgeois concourt à la mise en valeur de l'ensemble du quartier européen ainsi que son inscription dans l'ensemble du paysage urbain strasbourgeois. En évitant le discours de « Capitale de l'Europe », le texte écarte soigneusement la polémique tout en affichant clairement la décision du Sommet d'Édimbourg, au contraire de Bruxelles.

Ainsi, il apparaît une absence manifeste de mise en valeur des édifices européens dans les brochures proposées à Bruxelles et Luxembourg. À Strasbourg, même si le document ne répond pas à la définition de la brochure de promotion touristique évoquée, il ressort toutefois un profond souci de mise en valeur touristique des édifices européens en dissociant Union européenne et Conseil de l'Europe et en intégrant les bâtiments à l'ensemble de l'environnement monumental strasbourgeois.

30 3° Le Parc « Mini-Europe »

Tableau 3 : Analyse de la mise en valeur des manifestations spatiales de l'U.E. par les guides touristiques.

Contrairement à la brochure de promotion touristique fournie par les offices du tourisme, les guides touristiques, vu leur profusion, doivent faire l'objet d'un choix. Il a fallu opérer une première sélection sur base linguistique en limitant l'analyse aux guides de langues française et anglaise. Les guides retenus sont, toutefois, traduits en de nombreuses autres langues : leur aire de diffusion n'est donc pas limitée à leur espace linguistique. Ensuite, deux catégories de guides ont été identifiées. Une première rassemble ceux qui se limitent principalement à la description touristique des lieux sans trop s'attarder sur les possibilités de logement et d'autres activités (le *Michelin Vert*, le *Guide Bleu* et le *Rough Guide*). Une seconde réunit ceux qui, à la description des lieux, ajoutent une vaste partie consacrée au logement et autres activités : le *Guide du Routard* et le *Lonely Planet*. Ces deux catégories de guides correspondent par ailleurs à deux lectorats aux capitaux économiques et culturels différents. En outre, elles se subdivisent selon une aire géographique particulière. Les guides peuvent ainsi être « de ville », « de région » ou bien « de pays ». On a utilisé ces trois types indifféremment. En effet, il n'a pas été possible d'étudier les mêmes types de guides pour chaque ville. Les deux catégories sont néanmoins à chaque fois représentées. Soulignons, par ailleurs, l'indisponibilité des statistiques de ventes par marque et type en Europe.

Le tableau analytique est constitué de trois parties principales.

Une première détaille le guide étudié (intitulé, éditeur et année d'édition).

Une seconde décrit la structure du guide adaptée à l'optique de la recherche, c'est-à-dire le type de guide (de ville, de région ou de pays), les proportions de pages consacrées à la question européenne par rapport à l'ensemble de la ville et la position de cette partie dans l'ensemble du texte consacré à la ville mise en valeur.

Une troisième partie reprend les critères qualitatifs employés pour analyser le texte des brochures touristiques.

Il ressort tout d'abord de cette analyse que la proportion de pages consacrées par un guide touristique à la question européenne, toutes villes confondues, est supérieure

en moyenne (5 %) à celle consacrée par les brochures de promotion touristique (moins de 3 %).

Ensuite, il apparaît une nette consécration de la ville de Bruxelles comme lieu central de l'Union européenne. À ce propos, on peut classer les rhétoriques en deux catégories principales. L'une, anglo-saxonne, qui considère Bruxelles comme le « centre » de l'Europe occidentale et le lieu principal de l'Union européenne. L'autre, française, qui disserte sur la question de la « Capitale de l'Europe ».

La rhétorique anglo-saxonne n'aborde jamais la question de la « Capitale de l'Europe », elle emploie plutôt l'expression « Cité européenne », qui serait à la fois une partie de la ville de Bruxelles mais aussi une entité isolée. Elle se rapproche, néanmoins, de l'optique française en soulignant le peu d'intérêt que les différents quartiers représentent dans une visite des différentes villes. Ainsi, si l'on insiste généralement sur la congestion et les chantiers permanents dans le quartier européen à Bruxelles, on parle plutôt à Luxembourg d'une aire sans le moindre intérêt. Pour Strasbourg, le discours tenu est légèrement différent : l'emphasis portée sur la question européenne est plus marqué que dans les autres villes.

Au contraire, la rhétorique française s'interroge principalement, explicitement ou implicitement, sur la question de la « Capitale de l'Europe ». L'expression semble être consacrée pour la ville de Strasbourg mais pour des raisons qui demeurent obscures : on ne sait s'il s'agit de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe ou bien encore d'une hypothétique « démocratie européenne » que constitueraient les diverses institutions présentes à Strasbourg. Les différents guides insistent en effet tantôt sur le bâtiment du Parlement européen, tantôt sur la Cour européenne des Droits de l'Homme, tantôt sur le Conseil de l'Europe, tantôt sur les trois institutions. Pour Bruxelles, par contre, l'expression n'est pas évoquée : on parle plutôt de « ville des institutions européennes » ou bien de « siège des institutions européennes ».

Il ressort donc de cette analyse que la mise en valeur des lieux par les guides touristiques s'opère tous types et toutes catégories confondues tant pour Bruxelles que pour Strasbourg mais qu'elle est nulle pour Luxembourg. À Bruxelles, l'ensemble du quartier est généralement mis en valeur. Le plus souvent, le bâtiment du Parlement européen est considéré comme représentatif. Néanmoins, le Berlaymont n'est jamais ignoré. À Strasbourg demeure une certaine confusion : s'il y a un relatif accord sur l'expression « Capitale de l'Europe », il est difficile de savoir ce qu'elle signifie en raison de la présence d'institutions relevant du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. En outre, la rhétorique généralement adoptée à l'égard de Bruxelles, à l'opposé de Strasbourg, est plutôt celle du regret : regret de voir un quartier au patrimoine riche détruit, regret de voir des édifices censés incarner l'Union européenne aussi peu originaux, regret de voir ces édifices plongés dans un espace non aménagé.

- 31 La fonction sociopolitique du jardin est rarement évoquée. Il a pourtant constitué dans l'histoire de nombreuses civilisations une représentation du macrocosme dans le microcosme (Stein, 1987). En ce sens, le jardin a fréquemment joué le rôle de représentation miniature du territoire qui permet à son souverain de le parcourir et de l'appréhender par la vision générale qu'il lui en fournit (Berque, 1995, pp. 42-57). Il

participe ainsi au processus de *gullivérisation* du territoire, caractéristique de la structure anthropologique des imaginaires (Durand, 1992, p. 316 sq.).

- 32 Le jardin Mini-Europe semble répondre à cette définition mais dans une optique « démocratique ». Il permettrait en effet à tout citoyen européen de parcourir et d'appréhender une représentation du territoire de l'Union. Il se situe à Bruxelles et, fait remarquable, aucun autre espace semblable n'est localisé dans les villes de Luxembourg ou Strasbourg. Il abrite un certain nombre de reproductions de monuments historiques considérés comme représentatifs des États-membres de l'Union européenne, à l'échelle du 1/25ème. Ce parc a été fondé le 13 juin 1989 en collaboration avec les Communautés européennes qui ont progressivement poussé au développement d'une dimension éducative en matière européenne. Le parc se targue ainsi d'être le premier « site de sensibilisation de l'Union européenne pour le grand public » avec 300000 visiteurs annuels, issus toutefois essentiellement des pays limitrophes. On constate par conséquent une nette surreprésentation des monuments de ces pays par rapport aux pays plus périphériques. Malgré cela, le parc se présente comme une véritable « vitrine de l'Europe » qui associe l'Europe à un certain nombre de valeurs incarnées dans l'architecture. Ainsi, comme l'indique la brochure fournie au visiteur, la « démocratie » est assimilée, sans solution de continuité historique, au Parthénon, au Beffroi de Bruges, au Palais de Westminster et au Berlaymont : « *Le Parthénon ne représente-t-il pas le débat démocratique, le Beffroi de Bruges une démocratie communale, Big Ben la démocratie à deux chambres et le Berlaymont une euro-démocratie naissante ?* » Le Berlaymont est là considéré comme la représentation architecturale de l'Union européenne. La maquette occupe d'ailleurs une position assez « stratégique » dans le jardin puisque le visiteur la découvre immédiatement après avoir franchi l'entrée et avant de cheminer longuement au bord d'un plan d'eau pour atteindre les différents monuments historiques nationaux et ainsi embrasser d'un regard l'ensemble du territoire de l'Union.

Les Représentations globales : les guides touristiques

- 33 Trois principaux constats se dégagent de l'analyse de ce type de représentation :
- Bruxelles est considérée comme la ville qui abrite les principales institutions européennes. Elle est, sans équivoque, désignée comme le centre de l'Union européenne. Cependant, cela se fait généralement à contre-cœur. En effet, on considère que l'espace occupé par le système n'est pas aménagé de manière agréable et ne présente pas d'architecture très intéressante. Il est en outre tourmenté de chantiers permanents et s'est érigé sur la destruction d'un quartier au riche patrimoine. L'édifice du Parlement européen semble être la principale représentation du système mais il n'en est pas la seule : le Berlaymont devient une sorte de vestige. L'espace qui regroupe les différents édifices constitue un ensemble et est généralement envisagé comme un des quartiers de la ville parmi d'autres. Il n'est pas l'attraction principale de la cité. Le *Rough Guide* va jusqu'à parler d'une « European city », partiellement isolée du reste de la ville.
 - Les différents guides n'ignorent jamais la présence d'institutions européennes à Luxembourg. Toutefois, ils ne considèrent généralement pas le Plateau de Kirchberg – non les édifices eux-mêmes – comme un but de visite intéressant. Nulle mention n'est faite des transformations actuelles du Plateau.
 - Les guides français consacrent la présence européenne à Strasbourg. Les guides anglo-saxons sont, eux, plus modérés. Ainsi, le *Guide Bleu* met en exergue le quartier européen et le considère comme un des éléments principaux de l'identité et de l'image de la cité. La ville se

voit ainsi parée des attributs de « Capitale de l'Europe » ou de « Capitale européenne » car les institutions de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe se manifestent dans des édifices monumentaux.

Résultats empiriques : appréciation transversale

- 34 Au niveau local, il apparaît une nette distinction entre les villes de Bruxelles et Strasbourg d'une part et de Luxembourg d'autre part.
- 35 En effet, à Luxembourg, la production imaginaire du Plateau de Kirchberg par le champ touristique est aujourd'hui très peu développée, sinon nulle. Toutefois, il faut relativiser ce constat car l'actuel processus de production de l'espace s'il est quasi-inexistant au plan de l'imaginaire touristique est autrement plus développé au niveau socio-économique. Cet espace est en effet l'objet d'une vaste politique d'aménagement axée sur la création d'un quartier mixte réunissant activités tertiaires administratives et culturelles mais aussi du logement au coeur d'une partie de la ville dédiée à l'Europe (Calay, 2002, pp. 83-91). On peut donc supposer qu'à terme, on observera l'émergence d'une production imaginaire de l'espace européen luxembourgeois.
- 36 Par contre, la production imaginaire des « quartiers européens » de Bruxelles et Strasbourg est fortement développée par le champ touristique local. La méthode utilisée nous montre ici sa pertinence analytique. Tout d'abord, il faut souligner que le réseau de représentations est complet à Bruxelles. En effet, la triple production de représentations picturales, littéraires mais aussi jardinières permet de dégager une mise en valeur *totale* des manifestations spatiales de l'Union européenne. En découle la mise en évidence d'un processus de territorialisation d'une identité collective : l'existence des trois types de représentations permet de qualifier la relation à l'environnement monumental européen bruxellois de « paysagère ». Elle identifie dès lors la spatialisation d'une communauté culturelle aux représentations communes. À l'opposé, la relation dégagée à Strasbourg est « proto-paysagère » car elle ne mobilise que deux types de représentations : picturales et littéraires. La territorialisation de l'identité est donc ici partielle.
- 37 Une telle analyse de la production imaginaire de la « Capitale de l'Europe » est bien entendu assez formelle : nous affirmons qu'il existe deux réseaux locaux de représentations, l'un paysager à Bruxelles, l'autre proto-paysager à Strasbourg et donc que l'effectivité d'une territorialisation identitaire est plus aboutie à Bruxelles qu'à Strasbourg. C'est là ignorer la qualité des réseaux dégagés, l'échelle de leur diffusion mais aussi, l'identité en jeu. Aussi nous faut-il compléter l'analyse de deux autres éléments : d'une part, la cohérence du réseau (sa qualité), d'autre part, la confrontation de ce réseau local au réseau global des guides touristiques (sa diffusion). Nous traiterons par ailleurs de la question de l'identité au moyen des résultats de la présente enquête, c'est-à-dire de manière très succincte.
- 38 Qualitativement, on constate tant à Bruxelles qu'à Strasbourg des réseaux imaginaires à la cohérence moyenne et de forces égales. Cependant, une telle égalité correspond à deux réalités bien distinctes. Le réseau de représentations bruxellois tire sa force de son utilisation de tous les types de représentations. Toutefois, il le fait de manière assez peu cohérente. En outre, la principale faiblesse du réseau dégagé réside dans l'absence d'intégration des espaces représentés dans l'ensemble urbain bruxellois. Il est donc très difficile d'assimiler à l'image de Bruxelles, celle de l'Union européenne. Par contre, ce qui fait la faiblesse du réseau dégagé à Bruxelles constitue la force du réseau de

représentations strasbourgeoises : les espaces européens sont fortement intégrés à l'espace urbain. L'image de la ville est là largement tributaire d'une dimension européenne. Néanmoins, ce processus souffre d'une ambiguïté portant sur l'identité du système politique européen incarné à Strasbourg. Il ne s'agit manifestement pas de l'Union européenne. Il semble qu'une telle confusion soit résolue par le développement de l'idée de « capitale d'une démocratie européenne » qui réunirait les assemblées parlementaires de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe ainsi que la Cour européenne des Droits de l'Homme.

- 39 Quelle est l'identité territorialisée par les réseaux imaginaires locaux que nous avons dégagés ? La réponse à une telle question peut se faire de manière simple : si l'on considère l'identité collective de l'Union européenne, on ne pourra retenir que Bruxelles. Par contre, si l'on envisage une identité européenne relativement floue et axée sur certaines valeurs démocratiques, c'est-à-dire une identité plus culturelle que politique, on devra reconnaître à Strasbourg sa place primordiale dans le processus. Pourrait-on dès lors reconnaître à Bruxelles le titre de capitale « fonctionnelle » de l'Union européenne et à Strasbourg, celui de capitale « symbolique » de l'Europe et donc, accepter l'idée d'une « capitale en réseau » ? Une telle distinction irait, selon nous, à l'encontre des postulats de départ : l'espace fonctionnel bruxellois apparaît sans équivoque comme l'objet d'une symbolisation. Par conséquent, à ce stade de l'analyse des résultats, on peut reconnaître que malgré un certain polycentrisme de l'armature urbaine décisionnelle européenne, il existe un processus qui tend à rendre imaginativement monocentrique l'espace du système politique européen.
- 40 Il faut cependant relativiser une telle conclusion : elle se limite à une interprétation des réseaux de représentations locaux et ignore, par conséquent, leur aire de diffusion.
- 41 Comme mentionné, le discours des guides touristiques a été utilisé comme indicateur de diffusion des représentations observées au niveau local. Un tel indicateur profite d'une relative décontextualisation puisqu'il est issu de producteurs situés à une échelle distincte de l'échelle locale : nationale et internationale. Les guides choisis permettent ainsi d'évaluer à une plus vaste échelle – couvrant le territoire de l'Union grâce à leurs traductions – la constitution d'un réseau imaginaire, dès lors plus uniforme, renforçant une lecture monocentrique du territoire de l'Union européenne. Il apparaît ainsi un consensus des guides pour concevoir la ville de Bruxelles comme « centre » du système politique européen. Toutefois, les guides français – principalement le Guide Bleu – affaiblissent la cohérence d'un tel réseau en relayant la politique urbaine strasbourgeoise. De plus, l'expression « Capitale de l'Europe » est rarement employée par les guides à propos de Bruxelles. Manifestement, la reconnaissance linguistique de la situation de Bruxelles comme « Capitale de l'Europe » est plus lente que celle réalisée par les autres types de représentations.
- 42 Ainsi, une telle analyse montre que Bruxelles peut être perçue selon la définition de la capitale fixée en introduction. Elle bénéficie d'un imaginaire du centre, dont on a toutefois souligné la faiblesse, elle intègre un environnement monumental associé à l'Europe et elle bénéficie d'une primauté dans la hiérarchie urbaine des villes sièges d'institutions européennes. Cependant, elle ne profite pas d'une image parfaitement cohérente : son statut « européen » apparaît isolé de son image générale. Y a-t-il là une forme de schème étatique dévoyé, de constitution d'un nouveau « modèle » de capitale ou bien alors le processus engagé est-il similaire à celui des capitales étatiques ? Malgré les divergences, il semble bien que, dans le champ touristique, se forme un réseau de

représentations qui territorialise un repère identitaire commun. Reste à savoir ce qui se passe dans d'autres champs : d'autres représentations participent sans doute au même phénomène comme, par exemple, l'assimilation par la presse du toponyme « Bruxelles » au pouvoir décisionnel européen.

Facteurs explicatifs des cohérences et incohérences de la production imaginaire de la « Capitale de l'Europe »

- 43 Comme on l'a souligné, le réseau de représentations dégagé est relativement faible mais est doté malgré tout d'une certaine cohérence. On ne peut comprendre de telles imperfections que si l'on conçoit le réseau dégagé comme une « configuration » (Elias, 1983). Celle-ci rassemble le résultat des actions de nombreux acteurs qui ne sont pas coordonnées mais qui engendrent un processus particulier à l'origine d'autres actions.
- 44 Ainsi, au plan interne, il faut souligner le biais posé, à Bruxelles, par la rénovation du Berlaymont, qui n'a plus permis la mise à jour des représentations picturales. On peut donc supposer qu'une fois le bâtiment rénové, il sera à nouveau mis en valeur comme monument historique, comme on le fait à Luxembourg pour le bâtiment « Tour ». Dans ce cas, le réseau de représentations bruxellois se verrait renforcé. À Strasbourg, la difficulté principale, malgré la politique locale de valorisation touristique axée sur la présence européenne, est liée à la cohabitation des institutions du Conseil de l'Europe et du bâtiment du Parlement européen. À Luxembourg, l'analyse est nécessairement biaisée par la période transitoire que vit actuellement la valorisation touristique du quartier européen.
- 45 Au niveau externe, il faut souligner deux principaux biais liés à l'absence de cohésion dans la politique de valorisation touristique : un biais politique local et un biais politique international. Le premier est dû à un fort contraste entre Bruxelles et Strasbourg : dans la première ville, la présence européenne n'a pas été considérée jusqu'à ce jour comme un élément clé de son attractivité⁷ ; tandis qu'à Strasbourg, dès le lendemain du compromis d'Édimbourg, qui a fixé le siège du Parlement européen dans la ville, les pouvoirs publics se sont lancés dans une politique de valorisation forte de la présence européenne. Le second biais est lié à la situation juridique de l'Union européenne, qui, en tant que personne morale, n'a disposé que des droits propres à un locataire, voire un sous-locataire, et depuis 1983, pour certains bâtiments, des droits d'un propriétaire. Par conséquent, le système politique n'a pu participer de manière formelle, si ce n'est par l'entremise des concours d'architecture organisés pour certains bâtiments, à l'aménagement de ses espaces et surtout au développement de leur valorisation de façon cohérente entre les trois villes.
- 46 L'analyse montre donc la partie émergée de l'iceberg : les représentations produites par le champ touristique qui organisent une certaine compréhension des manifestations spatiales du système politique et qui sont supposées structurer un imaginaire moyen : celui du citoyen européen. Cette première immersion implique donc nécessairement des recherches ultérieures isolant les différents composants d'une telle configuration afin de mieux la comprendre. Le caractère aléatoire de la situation que nous avons dégagé, pourtant doté d'une certaine cohérence, est renforcé par l'inexistence d'une autorité chargée de coordonner les diverses politiques de valorisations touristiques de manifestations spatiales de l'Union européenne. On pourrait ainsi présenter les résultats

dégagés comme une forme de « demande de tourisme » qui ne rencontre pas d'offre structurée dans son centre principal, Bruxelles. La diversité des acteurs, positionnés à différents niveaux, la complexité de leurs interactions mais aussi leur relatif isolement apparaissent comme des facteurs importants pouvant conditionner la configuration dégagée. Ainsi, notre analyse a mis sur un pied d'égalité autant les acteurs publics, dont la participation au réseau a été analysée dans les brochures de promotion touristique, que privés dont les cartes postales, les guides touristiques mais aussi le jardin *Mini-Europe* ont constitué les éléments du réseau imaginaire. La mise en réseau de telles représentations suppose des interactions entre les différents acteurs, dont nous n'avons pu apprécier la qualité. Tout au plus a-t-on pu montrer une certaine cohérence entre elles, identifiant différents liens.

- 47 L'analyse présentée dans cet article a donc isolé l'une des dimensions d'un vaste ensemble que l'on pourrait qualifier de « système touristique » (Decroly, 2003b) encadrant la valorisation touristique des lieux du système politique de l'Union européenne.

Conclusion

- 48 Cet article a présenté d'une part, une méthode d'analyse de la production imaginaire de l'espace et d'autre part, une adaptation du cadre élaboré à l'étude empirique de la production imaginaire d'une « Capitale de l'Europe ».
- 49 En partant d'une définition de la capitale à trois dimensions (une primauté dans la hiérarchie urbaine, un environnement monumental, un imaginaire du centre), nous avons développé l'application du concept d'imaginaire à l'analyse de la production de l'espace d'une capitale afin de cerner le processus de territorialisation de l'identité collective qui s'y produit. Cette application s'inscrit dans le prolongement de multiples approches de la « symbolisation » des espaces, qui écarte l'intention symbolique des producteurs, pour étudier la production de représentations autour de tels espaces, synonyme d'appropriation de ceux-ci.
- 50 Nous avons ensuite considéré les limites et les enjeux épistémologiques et méthodologiques posés par la démarche. On a ainsi souligné la volonté de cerner un imaginaire qui ne soit pas celui d'une élite mais bien d'une majorité de la population. Ce souhait nous a amené à rejeter une approche de type « postnationale » et à considérer, a priori, que les schèmes de représentations construisant l'imaginaire de la « Capitale de l'Europe » s'inscrivent dans la lignée de celui des capitales d'États. Puis, il a fallu contextualiser la démarche en sélectionnant les villes les plus propices à présenter les caractéristiques de la capitale. La typologie du Sommet d'Édimbourg nous en a fourni la base formelle. Notre choix s'est donc porté sur Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. Tandis que nous avons déjà évoqué quelques éléments théoriques concernant le concept de « production imaginaire des espaces », nous nous sommes penchés sur le concept de « paysage », tel que défini par A. Berque, qui se situe au centre de notre réflexion théorique. Ce rappel nous a permis d'introduire la grille d'analyse paysagère et l'adaptation que nous en proposons dans le champ touristique. Nous avons là souligné l'importance que peut représenter l'analyse des représentations de ce champ dans la construction d'un imaginaire du centre politique. C'est ainsi, que nous avons introduit notre choix de privilégier les représentations touristiques dans notre analyse. Il a fallu toutefois souligner deux limites à l'entreprise : d'une part, la dimension très « sémiotique » de l'analyse proposée ; d'autre part, l'articulation entre représentations

locales (cartes postales, brochures de promotion touristique) et représentations globales (guides touristiques) censée organiser un imaginaire, c'est-à-dire un réseau de représentations. Nous sommes enfin revenus sur le positionnement scientifique et politique de l'article.

- 51 Dans une deuxième partie, nous avons présenté les résultats de la recherche, d'une part, de façon linéaire, en décrivant la structure des grilles d'analyse et les résultats obtenus ; d'autre part, de façon transversale, en tentant d'appréhender les résultats de façon synthétique pour dégager et caractériser l'existence d'un réseau de représentations constitutif d'un imaginaire.
- 52 Nous avons ainsi pu dégager l'existence d'un réseau de représentations, constitutif d'un imaginaire touristique, qui fait de Bruxelles, le centre de l'Union européenne et selon les critères retenus, une véritable « Capitale ». Toutefois, il nous a fallu souligner certaines incohérences et la faiblesse d'un tel réseau, principalement dues au fait qu'il s'agit d'une « configuration », processus constitué de la rencontre de volontés non organisées.
- 53 L'article ouvre ainsi la voie à une étude des différentes dimensions d'une telle configuration afin de comprendre les attitudes des différents acteurs et leurs interactions pour saisir les fondements sociologiques de la formation de l'imaginaire de la « Capitale de l'Europe ».

BIBLIOGRAPHIE

- AGNEW J.A. (1987), *Place and Politics, The geographical mediation of State and society*, Winchester, Allan & Unwin.
- AGNEW J. A. (1991), « Les lieux contre la sociologie politique », in LÉVY J. (dir.), *Géographies du politique*, Paris, PFNSP.
- ARNHEIM R. (1988), *The Power of the Center*, London, University of California Press.
- AUGÉ M. (1994), *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier.
- AUGÉ M. (1997), *L'impossible voyage, le tourisme et ses images*, Paris, Payot et Rivages.
- AYMARD C., FAGNONI E. (2002), « Entre inertie et dynamisme touristique : le cas parisien ? », *Téoros*, 21, 1, pp. 4-11.
- BARTHES R. (1985), *L'Aventure sémiologique*, Paris, Le Seuil.
- BARTHES R. (1957), *Mythologies*, Paris, Le Seuil.
- BECK U. (2003), *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Aubier.
- BENEVOLO L. (1993), *La Ville dans l'histoire européenne*, Paris, Le Seuil.
- BERDOULAY V., SOUBEYRAN O. (2002), *L'Écologie urbaine et l'urbanisme*, Paris, La Découverte.
- BERQUE A. (1993), *Du Geste à la Cité. Formes urbaines et lien social au Japon*, Paris, Gallimard.
- BERQUE A. (1994), *Cinq propositions pour une théorie du paysage*, Paris, Champ Vallon.

- BERQUE A. (1995), *Les Raisons du paysage, de la Chine antique aux environnements de synthèse*, Paris, Hazan
- BERQUE A. (2000a), *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin.
- BERQUE A. (2000b), *Médiance. De milieux en paysages*, Paris, Belin.
- BERTHO LAVENIR C. (1999), *La Roue et le stylo*, Paris, Odile Jacob.
- BILLEN C. et al. (2002), « Les Mutations contemporaines de la Valorisation des Territoires », in VANDERMOTTEN C. (éd.), *Le Développement durable des Territoires*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- BITSCH M.-T. (2001), *Histoire de la construction européenne*, Bruxelles, Complexe, 2001.
- BOURDIEU P. (1980), *Le Sens pratique*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU P. (1994), *Raisons pratiques*, Paris, Le Seuil.
- BOURDIEU P., (2001), *Langage et Pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil.
- BOYER J.-C. (2001), « Les Capitales européennes », Paris, *La Documentation française*, n° 8020.
- BOYER M. (1999), *Histoire du tourisme de masse*, Paris, PUF.
- CALAY V. (2002), *Les Manifestations spatiales de l'Union européenne et leurs représentations*, Mémoire de licence en sciences politiques, Université Libre de Bruxelles.
- CALAY V. (2003), *Les Lieux du pouvoir impérial et la territorialisation de l'identité nationale au Japon*, Rapport de recherche non publié, Université Libre de Bruxelles.
- CALAY V. (2004a), « Brusellas, Capital de Europa ? », in *El Espiritu de las Ciudades de Europa*, à paraître.
- CALAY V. (2004b), « L'Organisation d'un « tourisme politique » autour des manifestations spatiales de l'Union européenne », à paraître.
- CAZES G., POTIER F. (1996), *Le Tourisme urbain*, Paris, P.U.F.
- CHAMPY F. (2001), *Sociologie de l'architecture*, Paris, La Découverte.
- CHARLE C., ROCHE D. (dir.), (2002), *Capitales culturelles, Capitales symboliques*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- CHASLIN F. et al. (1999), « Où sont les monuments aujourd'hui ? », in DEBRAY R. (dir.), *L'Abus monumental ?*, Paris, Fayard, pp. 389-408.
- CHOAY F. (1965), *Urbanisme, Utopies et réalités*, Paris, Éditions du Seuil.
- CHOAY F. (1992), *L'Allégorie du patrimoine*, Paris, Éditions du Seuil.
- CLAEYS S. (1997), *L'implantation des institutions européennes à Bruxelles*, Mémoire de licence en sciences politiques, Université Libre de Bruxelles.
- CLAVAL P., SANGUIN A.-L. (1997), *Métropolisation et politique*, Paris, L'Harmattan.
- CLAVAL P. (1999), « Les Interprétations fonctionnalistes et les Interprétations symboliques de la Ville », *Cybergeo*, 81.
- Coll. (1998), « Parlement Européen, les audaces d'un géant », *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment*, n° 4948.
- CORBIN A. (1995), *L'Avènement des Loisirs 1850-1960*, Paris, Flammarion.

- CRANG M. (1997), « Picturing Practices : Research through the Tourist Gaze », *Progress in Human Geography*, 21, 3, pp. 359-373.
- DARTEVELLE A. (1993), *Bruxelles. Requiem*, film réalisé pour la RTBF, Bruxelles.
- DE MONCAN P. (2003), *Villes utopiques, villes rêvées*, Paris, Les Editions du Mécène.
- DEBRAY R. (1993), *L'État séducteur*, Paris, Gallimard.
- DECHARNEUX B., NEFONTAINE L. (2003), *Le Symbole*, Paris, P.U.F.
- DECROLY J.-M. (éd.) (1999), « Tourisme et Territoires : vers de nouveaux Enjeux », *Revue Belge de Géographie*, 3, pp. 165-254.
- DECROLY J.-M. et al. (éd.), (2003a), « Privatisation of Urban Spaces in Contemporary European Cities », *Belgeo*, 4, 1, pp. 3-113.
- DECROLY J.-M. (2003b), « Tourisme et dynamiques démographiques : des relations multiples, denses et mal connues », *Espaces, Populations, Sociétés*, 2, pp. 239-249.
- DEL CASINO V., HANNA S. (2000), « Representations and Identities in Tourism Map Spaces », *Progress in Human Geography*, 24, 1, pp. 23-46.
- DELORT R., WALTER F. (2001), *Histoire de l'environnement européen*, Paris, P.U.F.
- DEMERS J. (1993), « La Capitale et sa Fonction touristique », *Téoros*, 12, 1, pp. 7-9.
- DEMEY T. (1992), *Bruxelles, Chronique d'une capitale en chantier, 2. De l'Expo'58 au siège de la C.E.E.*, Bruxelles, Paul Legrain.
- DEWAILLY J.-M., LEFORT I. (2001), « Territoires touristiques, Territoires urbains : au-delà du « Tourisme urbain », *Géocarrefour*, 76, pp. 87-90.
- DU RÉAU E. (2001), *L'Idée d'Europe au XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe.
- DURAND G. (1992), *Les Structures anthropologiques de l'Imaginaire*, Paris, Dunod.
- ECO U. (1972), *La Structure absente*, Paris, Mercure de France.
- EDELMANN F. (1999), « L'Europe s'offre à Strasbourg un Parlement pharaonique », *Le Monde*, 6 mars.
- ELIAS N. (1983), *Engagement et distanciation*, Paris, Fayard.
- Entretien avec Christian de PORTZAMPARC, par BRAUSCH M., « De la matière qui devient filtre », *Land Kultur*, 11 février 2000, pp. 20-21.
- Entretien avec Dominique PERRAULT, par BRAUSCH Marianne, « La Logique de la Justice », *Land Kultur*, 26 octobre 2001, p. 23.
- Entretien personnel avec Erkki LIIKANEN, 16 avril 2003.
- Entretien personnel avec José VANDEVOORDE, 28 juin 2002.
- FERRY J.-M. (2000), *La Question de l'État européen*, Paris, Gallimard.
- FONDS D'URBANISATION ET D'AMÉNAGEMENT DU PLATEAU DE KIRCHBERG (2000), *Rapport d'activité et bilan 2000*, Luxembourg.
- FORÊT F. (2001), *L'Europe en représentations. Éléments pour une analyse de la politique symbolique de l'Union européenne*, Thèse de doctorat en science politique, Université Paris I Panthéon - Sorbonne, sous la direction de Ph. Braud.
- FRANCQ B. (2003), *La Ville incertaine : Politique urbaine et Sujet personnel*, Bruxelles, Bruylant.

- GHORRA-GOBIN C. (dir.), (2001), *Réinventer le sens de la ville : les espaces publics à l'heure globale*, Paris, L'Harmattan.
- GOODSELL C. T. (1988), *The Social Meaning of Civic Space : Studying Political Authority Through Architecture*, Lawrence, University Press of Kansas.
- GOODSELL C. T. (1994), « L'architecture des édifices parlementaires et la culture politique », *Parlement et Francophonie*, 90-91, pp. 45-62.
- GOODSELL C. T. (2001), *The American Statehouse. Interpreting Democracy's Temples*, Lawrence, University of Kansas Press.
- HALL E. (1971), *La Dimension cachée*, Paris, Le Seuil.
- HANCOCK C. (2003), *Paris et Londres au XIX^e siècle*, Paris, CNRS Éditions.
- HANNERZ U. (1983), *Explorer la Ville*, Paris, Minuit.
- HEERS J. (1998), *La Ville au Moyen Age en Occident. Paysages, pouvoirs et conflits*, Paris, Fayard.
- HEIN C. (1987), *L'implantation des Communautés européennes à Bruxelles*, Travail de fin d'études, Bruxelles, Institut Supérieur d'Architecture-La Cambre.
- HEIN C. (1999), « A Home for European Democracy », *Archis*, janvier, pp. 52-59.
- HOBBSAWM E. (1990), *Nations et Nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard.
- HOUELLE B. (1992), « Le renouvellement strasbourgeois, une politique au service de l'image publique », *Techniques et Architecture*, 400, mars, pp. 40-49.
- HUT A. (2002), « L'Europe, un plus ? », *Téoros*, 21, 1, pp 17-20.
- JACQUES A., MOUILLESEAU J.-P., (1988), *Les Architectes de la liberté*, Paris, Gallimard.
- JODELET D. (dir.), (1989), *Les Représentations sociales*, Paris, P.U.F.
- KLEINSCHMAGER R. (1997), *Strasbourg : une ambition européenne*, Paris, Anthropos.
- LANQUAR R. (1985), *Sociologie du tourisme et des voyages*, Paris, P.U.F.
- LA PRADELLE M. (2000), « La Ville des Anthropologues », in PAQUOT T. (dir.), *La Ville et l'urbain. L'État des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 45-52.
- LASSWELL H. D. (1979), *The Signature of Power: Buildings, Communication and Policy*, New Jersey, Transaction Books.
- LE GALÈS P. (2003), *Le Retour des Villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- LEDROUT R. (1973), *Les Images de la Villes*, Paris, Anthropos.
- LOYER F. (1999), « Les Échelles de la monumentalité », in DEBRAY R. (dir.), *L'Abus monumental ?*, Paris, Fayard, pp. 181-187.
- LOYER F. (dir.) (2000), *Villes d'hier, villes d'aujourd'hui en Europe*, Paris, Fayard.
- LUSSAULT M. (2001), « Propositions pour l'analyse générale des espaces d'actes », in GHORRA-GOBIN C. (dir.), (2001), *Réinventer le sens de la ville : les espaces publics à l'heure globale*, Paris, L'Harmattan, pp. 33-46.
- LYNCH K. (1960), *The Image of the City*, The Technology Press & Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts.
- MAGNETTE P. (2000), *L'Europe, l'État et la Démocratie*, Bruxelles, Complexe.

- MAGNETTE P., REMACLE E. (2000), *Le Nouveau Modèle européen*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- MCCANNEL D. (1976), *The Tourist, a new theory of the leisure class*, New York, Schoken Books.
- MOISY L. (2001), « L'Espace de la Ville ludique et touristique : approche à travers les pratiques spatiales des visiteurs », *Géocarrefour*, 76, pp. 107-114.
- MONNET J. (1998), « La Symbolique des Lieux : pour un Géographie des Relations entre Espace, Pouvoir et Identité », *Cybergeo*, 56.
- MONTES C. (2001), « Les illustres inconnues ou Identité, Patrimoine et Tourisme dans les Capitales d'État aux Etats-Unis », *Géocarrefour*, 76, pp. 115-126.
- MORIN E. (1977), *La Méthode*, 1, Paris, Le Seuil.
- MORIN E. (1987), *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard.
- MORLEY D. (2000), *Home Territories: Media, Mobility and Identity*, London, Routledge.
- MOSER G. et WEISS K. (2003), *Espaces de vie*, Paris, Armand Colin.
- MOURIER P-F. (1999), *Le Parlement européen à Strasbourg*, Besançon, Les Éditions de l'Imprimeur.
- PAQUOT T. (dir.) (2000), *La Ville et l'urbain. L'État des savoirs*, Paris, La Découverte.
- PATIN V. (1997), *Tourisme et patrimoine en France et en Europe*, Paris, La Documentation française.
- PELLEGRINO P. (dir.), (1994), *Figures architecturales, Formes urbaines*, Genève, Anthropos.
- PELLEGRINO P. (2000), *Le Sens de l'Espace*, 2, Paris, Anthropos.
- PÉREZ-GÓMEZ A. (1987), *L'Architecture et la crise de la science moderne*, Liège, Mardaga.
- PREVELAKIS G. (2003), « La Réinvention du Territoire », in VANDERMOTTEN C. (éd.), *Le Développement durable des Territoires*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- RÉGION DE BRUXELLES CAPITALE (s.d.), *Bruxelles ville d'art et d'histoire, Le Quartier royal*, Bruxelles, Solibel Édition.
- RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (2000), *Un siècle d'architecture et d'urbanisme 1900-2000*, Sprimont, Pierre Mardaga Éditeur.
- RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (s.d.), *Bruxelles ville d'art et d'histoire, Le Parc Léopold*, Bruxelles, Solibel Édition.
- RIEGL A. (1905, éd. française, 1984), *Der moderne Denkmalkultus*, Paris, Le Seuil (trad. française par WIECZOREK D.).
- ROGER A. (1997), *Court traité du paysage*, Paris, Gallimard.
- RONCAYOLO M. (1997), *La Ville et ses Territoires*, Paris, Gallimard.
- ROSEMBERG M. (2000), *Le marketing urbain en question : production d'espace et de discours dans quatre projets de villes*, Paris, Anthropos.
- SAVIDAN P. (dir.) (2004), *La République ou l'Europe ?*, Paris, Librairie générale française.
- SCHNAPPER (2003), *La Communauté des Citoyens : sur l'idée moderne de Nation*, Paris, Gallimard.
- SCOFFIER R. (2000), *Les Villes de la Puissance*, Paris, JeanMichelPlace/architecture.
- SELWYN T. (1996), *The Tourist Image, Myths and myth making in tourism*, Chichester, John Wiley & Sons Ltd.

- SENNETT R. (2000), *La Conscience de l'œil*, Paris, Éditions de la Passion.
- SPAPENS C. (1997), *Ensembles architecturaux en Région bruxelloise*, Bruxelles, Éditions Racine.
- SQUIRE S. (1994), « Accounting for Cultural Meanings : the Interface between Geography and Tourism Studies Revisited », *Progress in Human Geography*, 18, 1, pp. 1-16.
- STEIN R.A. (1987), *Le Monde en petit*, Paris, Flammarion.
- THIESSE A-M. (2001), *La Création des identités nationales*, Paris, Éd. du Seuil.
- THOMAS J. (dir.) (1998), *Introduction aux méthodologies de l'imaginaire*, Paris, Ellipses.
- VALE L. (1992), *Architecture, Power and National Identity*, New Haven, Yale University Press.
- VANDERMOTTEN C. (éd.) (1993), *Planification et Stratégies de Développement dans les Capitales européennes*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- VANDERMOTTEN C., MARISSAL P. (1997), *La Production des Espaces économiques*, tome 1, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- VAN RAEPENBUSCH S. (1998), *Droit institutionnel de l'Union et des Communautés européennes*, Bruxelles, De Boeck.
- WAGENAAR M. (ed.), (2003), « European Capital Cities », *Geojournal*, 51, 1-2, 133 p.
- WALTER F. (1994), *La Suisse urbaine (1750-1950)*, Genève, Zoé.
- WUNENBURGER J.-J. (2003), *L'Imaginaire*, Paris, P.U.F.

NOTES

1. Ce choix méthodologique ne s'oppose pas au « cosmopolitisme méthodologique » de Beck (2003), il s'agit d'une nécessité épistémologique fondée sur le principe de diffusion de la connaissance.
2. Nous ne pouvons nous étendre dans cet article sur un tel rapport. Pourtant lourd de signification, il ne s'intègre pas aisément à notre analyse des représentations. Nous pouvons néanmoins affirmer qu'il se place du point de vue du « modèle européen », dont nous tentons une critique dans cet article. Il refuse ainsi l'optique « nationale » de la capitale et propose un concept flou de capitale « légère » et « en réseau ».
3. Cependant, on peut estimer que la dimension linguistique du phénomène de constitution de représentations est née dans le champ politique. En effet, le terme « paysage » a apparemment été employé pour la première fois à l'égard des manifestations spatiales de l'Union européenne en 1996. À l'occasion d'une journée d'étude, le commissaire européen Erkki Liikanen a, au nom de la Commission, affirmé la nécessité que « les institutions européennes fassent partie du paysage de la ville (...) » Cette déclaration s'inscrit dans l'attitude d'ensemble de la Commission en matière de politique immobilière et témoigne de la nouvelle considération qu'elle a pu accorder à l'image fournie par ses principaux bâtiments. Elle stigmatise également, à l'égard de l'environnement urbain, le « souci paysager » peu à peu pris en compte par les politiques environnementales de l'Union européenne qui revient à influencer indirectement ses propres manifestations spatiales.
4. Programme développé par l'Union suite à son acquisition, par le Traité de Maastricht (1993), de certaines compétences en matière culturelle. Le programme avait pour objet d'encourager la coopération en faveur de la protection, de la conservation et de la valorisation du patrimoine culturel européen, la sensibilisation des citoyens au patrimoine culturel et une accessibilité accrue du public à ce patrimoine. Les principaux secteurs couverts par le programme Raphaël étaient le patrimoine mobilier et immobilier (musées et collections, bibliothèques et archives

incluant les archives photographiques, cinématographiques et sonores), le patrimoine archéologique et sous-marin, le patrimoine architectural, les paysages culturels (objets culturels et naturels).

5. Recommandation du Conseil des ministres sur la qualité architecturale dans l'environnement urbain et rural du 12 février 2001.

6. L'article propose donc un point de vue opposé à celui de nombreux auteurs qui étudient la dimension « symbolique » des espaces. Pour ceux-ci l'espace recèle en lui-même une dimension symbolique, et ce, quelle que soit la culture. Comme l'écrit par exemple Monnet (1998) : « *Partout dans le monde, une part non négligeable du pouvoir des autorités publiques et des institutions a été utilisée pour l'aménagement d'espaces symboliques, dont la fonction première est d'identifier et de constituer le groupe qui donne sa légitimité aux autorités et institutions.* » Une telle appréciation n'est pas fautive : si la proposition principale peut être admise dans de nombreux cas, un profond doute plane sur la proposition relative. Elle revient en effet à limiter l'acception de ces *espaces symboliques* aux monuments, conçus comme : « *un dispositif à finalité symbolique qui construit les identités relatives à travers des altérités médiatrices.* » (Augé, 1994, p. 89). En outre, elle restreint la définition de la monumentalité à celle de la « monumentalité dans les choses », définie par A. Berque (1993), et oublie la possible existence d'une « monumentalité dans les personnes ». Poser la problématique de la symbolique des lieux en ces termes revient à reconnaître à l'espace une symbolicité propre, revient à éluder les indispensables pratiques sociales qui doivent entourer ces lieux pour les sortir de l'oubli et animer leur sacralité. Étudier ces *espaces symboliques*, ce n'est pas semble-t-il isoler des variables ou bien spatiales ou bien sociales, c'est comprendre la complexité qu'ils contiennent. L'étude du contexte japonais proposée par Berque (1993) paraît ainsi montrer le possible maintien d'institutions politiques indépendamment de la spatialité de leurs manifestations. Ceci au prix bien entendu d'une symbolique de l'invisibilité et non de la visibilité telle que les démocraties occidentales ont tenté de l'imposer dans leurs manifestations spatiales.

7. Le dernier Plan régional de développement (P.R.D.) de la Région de Bruxelles-Capitale (2002) affirme la volonté de la Région d'obtenir une reconnaissance de la ville comme véritable « Capitale de l'Europe ». La demande répondait à un document de l'Union européenne intitulé « Brussels Capital of Europe », initié lors de la dernière présidence belge de l'Union. Mais à quoi correspond une telle démarche ? La lecture du P.R.D., centré sur le concept d'*attractivité* de la ville, ne nous permet pas de l'identifier avec certitude. En effet, la question de l'Europe à Bruxelles n'est abordée de manière explicite que dans l'avant-dernière priorité du plan. De plus, cette priorité n'envisage pas exclusivement le caractère européen de la ville mais, avant tout, sa dimension interculturelle et internationale. La question européenne est considérée comme un défi lié à l'élargissement de l'Union : il n'est pas question de stratégies de développement axées sur la présence européenne mais, plutôt, des problématiques liées à l'impact de l'Europe sur l'environnement urbain bruxellois. En outre, la même « priorité 10 » du P.R.D. introduit l'idée de développement d'un « projet-phare », à l'image de ce qui s'est fait dans d'autres villes d'Europe, sans toutefois l'associer à la dimension européenne. À cette lecture, on pourrait se demander si « l'Europe à Bruxelles » n'est pas principalement identifiée par les gestionnaires de la ville comme une faiblesse, ou comme une source de difficultés importantes dans la gestion urbaine, et non comme un atout stratégique pour le développement d'une attractivité qui se manifesterait dans un projet-phare européen. Une telle hypothèse se renforce si l'on examine la structure du projet qui distingue la question de la présence européenne, reportée en fin de texte, et celle de l'attractivité de la ville, explicitement et indépendamment abordée en amont par la sixième priorité.

RÉSUMÉS

L'article comporte deux volets. D'une part, la définition d'un concept de « production imaginaire de l'espace » qui combine les enseignements de la théorie du paysage d'A. Berque aux développements des « sciences de l'imaginaire » afin de fournir une base théorique à l'idée de « territorialisation de l'identité collective ». Ainsi, l'article contribue à la formalisation théorique du « processus de symbolisation de l'espace » afin de l'intégrer à une approche globale de la production de l'espace. D'autre part, une application pratique d'un tel cadre analytique dans le cas de l'Union européenne. Il s'agit, par conséquent, de dégager un processus de territorialisation d'une identité collective européenne autour des lieux principaux du système politique. La recherche s'est concentrée sur l'étude du réseau imaginaire constitué dans le champ touristique. Les résultats obtenus amènent à soutenir que se développe un espace imaginaire européen plutôt monocentrique en faveur de Bruxelles, malgré l'existence d'une concurrence entre Bruxelles et Strasbourg.

This paper has two objectives. First, to define a concept of the « imaginary production of space » which combines Berque's theory of landscape to the main developments of the « sciences de l'imaginaire » in order to give a theoretical basis to the idea of the « common identity territorialization ». Thus, this paper contributes to the theoretical shaping of a « space symbolization process » in order to integrate it to a production of space global approach. Secondly, to give an empirical test of such an analytical pattern in European Union's case. Consequently, it intends to shed light on a European common identity territorialization process around the political system's main places. The research focused on the analysis of the imaginary network built in the touristic field. The results lead to argue that an almost monocentric European imaginary space, in favour of Brussels, is developing, despite the competition between Brussels and Strasbourg.

INDEX

Keywords : territorialization, European Union, capital city, common identity, imaginary, symbol, place, landscape, tourism, citizenship, space production

Mots-clés : territorialisation, Union européenne, capitale, identité collective, imaginaire, symbole, lieu, paysage, tourisme, citoyenneté, production de l'espace

AUTEUR

VINCENT CALAY

Université Libre de Bruxelles, Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire, vcalay@ulb.ac.be